



EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 52 214 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE la politique familiale favorise la conciliation famille-travail et la natalité au Québec;

CONSIDÉRANT QUE les services de garde éducatifs à contribution réduite et le Régime québécois d'assurance parentale favorisent l'égalité hommes-femmes;

CONSIDÉRANT QUE les services de garde à contribution réduite atténuent les inégalités socioéconomiques;

CONSIDÉRANT QUE le réseau des centres de la petite enfance (CPE) et de la garde en milieu familial priorise le développement optimal des enfants entre 0 et 5 ans, notamment par des programmes d'interventions précoces favorisant l'égalité des chances et la persévérance scolaire;

CONSIDÉRANT QUE les corporations privées à but non lucratif des CPE et bureaux coordonnateurs sont administrées par des parents bénévoles;

CONSIDÉRANT QUE la rentabilité des services de garde à contribution réduite a été prouvée : chaque dollar investi rapporte 1,50 \$ à l'État, augmentant le PIB de 5,1 milliards de dollars;

CONSIDÉRANT QUE la population québécoise, dont la classe moyenne, contribue deux fois aux services de garde à contribution réduite, par le biais des impôts progressifs et le versement du 7 \$/jour;

CONSIDÉRANT QUE la population aurait accepté une hausse des tarifs de 7 à 8 \$, suivi d'une indexation, et que le gouvernement a décidé de renoncer à ces revenus;

CONSIDÉRANT QUE le Régime québécois d'assurance parentale s'autofinance par les employeurs et les salariés;

CONSIDÉRANT QUE les Québécois choisissent d'investir dans les enfants et leur famille;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons que le gouvernement préserve la politique familiale actuelle ainsi que les budgets permettant la pérennité de ses programmes.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


Mathieu Traversy, député de Terrebonne

03/12/14
Date de signature de l'extrait